2me Circonscription - METZ II

Electrices, Electeurs,

Les 23 et 30 novembre prochain, vous serez appelés à élire les députés.

Vous voulez que cela change! Mais avec l'équipe ministérielle actuelle, (indépendant), Pflimlin (M.R.P.), Morice (radical), Guy Mollet (socialiste), Soustelle (U.N.R.) avec son président de Gaulle, la politique de guerre et de misère des grands capitalistes de Wendel, Petiet, Laurent, Schneider et autres continue et s'aggrave.

La guerre creuse un fossé de sang entre la France et l'Algérie. A la hausse des prix vient s'ajouter la réduction des heures de travail. La misère s'accroît sans cesse.

Pour continuer cette politique, les hommes de la grande bourgeoisie de notre département membres de ce que nous avons appelé les deux cents familles ont, comme objectif, de réduire la représentation ouvrière à l'assemblée nationale.

Déjà en Moselle, lors des élections du 2 janvier 1956, M. Mondon, du parti des « Indépendants » du grand industriel Pinay, s'apparentait avec le M.R.P. le parti de M. Schuman et Schaff pour pouvoir éliminer le député communiste, l'ouvrier Pierre MULLER.

A cela les masses laborieuses, en particulier les ouvriers, y répondirent en apportant 20.000 voix de plus au Parti Communiste.

Chacun se rappelle que le Préfet Laporte refusa de proclamer les résultats selon la loi pour permettre un remaniement des voix à la faveur de l'équipe Schuman-Mondon, défenseurs des intérêts et des privilèges capitalistes. Ce qui permit aux « Indépendants » d'obtenir trois sièges avec 76.000 voix, le M.R.P. en obtenait quatre avec 93.000 voix ; quant au Parti Communiste, il n'en avait aucun avec 65.000 voix.

Cependant, il n'en n'aurait pas été ainsi si le groupe parlementaire socialiste et le groupe radical-socialiste n'avaient validé les sept mals élus réactionnaires de notre département.

Pierre MULLER, communiste et le Docteur LEISSNER (radical-socialiste) devaient être élus.

Aussi, après ces élections, M. Mondon déclarait qu'il fallait tout faire pour empêcher l'unité des communistes et des socialistes afin de ne pas revoir un nouveau 1936.
Avec l'aide de Guy Mollet, approuvé par la Fédération socialiste de la Moselle et du Parti républicain radical et radical-socialiste, ils y sont parvenus parce que l'unité d'action des travailleurs et de toutes les masses laborieuses n'a pas été assez forte.

Elle a toutefois permis, grâce au groupe imposant des 150 députés du Parti communiste, de faire valoir certaines revendications des masses laborieuses et de freiner la politique de misère et de guerre pratiquée par les hommes du capital : les Pinay, Pflimlin, Soustelle, aidés toujours par Guy Mollet.

C'est pourquoi de crainte d'être débordé, le grand patronat a essayé d'instaurer le fascisme le 13 mai. Quoique toujours menaçant, il a été tenu en respect grâce à la bataille livrée durant quatre mois par les travailleurs et tous les républicains.

Néanmoins, il résulte que le grand capital français, avec de Gaulle, est parvenu à mettre en place un gouvernement à sa mesure doté d'une Constitution autoritaire.

La guerre d'Algérie continue plus sanglante.

Un deuxième général nazi vient d'avoir, avec Speidel, un commandement en France.

La fabrication de bombes atomiques en France est poussée, alors que les forces de paix dans le monde sont engagées dans la lutte pour leur destruction.

Les Américains occupent toujours notre pays.
Le coût de la vie augmente sans cesse.
La misère s'accentue.

Pour mieux continuer et aggraver une telle politique qui fait tant de mal aux masses laborieuses, de Gaulle a rétabli le système électoral condamné depuis toujours par les dirigeants ouvriers et par tous les hommes de progrès, parce qu'il brise les grands courants populaires et ne permet pas la représentation tant soit peu exacte des principales forces sociales.

Le but avoué de cette opération rétrograde, c'est de limiter au maximum le nombre des élus de la classe ouvrière et de son Parti communiste.

Les hommes au pouvoir tiennent d'autant plus à empêcher la formation d'une forte opposition au Parlement, QUE TOUS LES PROBLEMES DEMEURENT PLUS PRESSANTS ET PLUS AIGUS que jamais.

Et d'abord la guerre d'Algérie, avec les opérations militaires qui gagnent en intensité et en violence au moment où le chef du gouvernement fait des déclarations dont le chef du gouvernement fait des déclarations, dont le moins que l'on puisse dire, c'est qu'elles entretiennent l'équivoque.

Déjà plusieurs centaines de mamans et fiancées de notre département pleurent un tué (encore sept dans la région de Metz au cours du dernier mois). Le désir de paix qui anime les masses, conduit à admettre l'idée de conversations avec les dirigeants du F.L.N. Mais, d'autre part, on refuse une véritable négociation d'égal à égal et on s'en tient à l'exigence aveugle d'une capitulation pure et simple.

Comme chacun pouvait s'y attendre, le gouvernement algérien, tout en se déclarant prêt à la discussion, rejette l'appel à la reddition.

NOUS REPETONS QUE LA SOLUTION est dans la reconnaissance à l'indépendance de l'Algérie et dans l'indépendance de l'Algérie et dans l'établissement avec ce pays de rapports nouveaux fondés sur l'égalité des droits et des avantages mutuels.

L'autre grande préoccupation de l'heure, c'est la crise économique qui commence et qu'aggravent les conséquences financières de la guerre d'Algérie.

Personne ne nie plus désormais le ralentissement de la production. Les licenciements, les réductions d'horaires, tout ce qui a pour résultat d'abaisser encore le niveau de vie des masses déjà frappées par le blocage des salaires et par la hausse des prix. En Moselle, la réduction des horaires se généralise dans les mines de fer, la métallurgie (S. A. F. E. Hagondange), entraînant une perte de salaire allant de 6.000 à 15.000 francs par mois pour les ouvriers touchés.

Et pourtant il n'y a pas si longtemps que les apôtres de la productivité vantaient les mérites de la collaboration des classes et nous faisaient grief de parler de la paupérisation du prolétariat. Les faits sont là :

— La productivité a augmenté de 40 %, mais le niveau de la vie des masses n'a cessé de baisser tandis que les profits du capital ont continué à monter.

— En 1957, les patrons des mines de fer ont avoué 25 milliards de bénéfices. Sidelor avoue 5 milliards 486 millions pour la même année. L'U.C.P.M.I. du baron Petiet en fait autant.

ELECTEURS, ELECTRICES,

Vous savez d'expérience que les principales conquêtes sociales : les 40 heures, les congés payés, les Conventions collectives, l'Office du blé, furent arrachés à l'époque du Front Populaire, lorsque les députés communistes étaient nombreux à la Chambre.

De même, c'est au lendemain de la Libération, lorsque les communistes étaient au gouvernement, que furent imposés les nationalisations, la Sécurité sociale, la retraite des vieux, le Statut des fonctionnaires.

Et c'est encore grâce aux 150 députés communistes que furent obtenus, dans la dernière législature, les trois semaines de congés et le Fonds de Vieillesse

Avant de voter le 23 novembre, vous réfléchirez sur les promesses électorales. Vous jugerez sur les actes.

Prenons quelques exemples de votes à l'Assemblée Nationale :

— Le 14 février 1958, SEULS les communistes et progressistes se sont prononcés pour la suppression des abattements de zone. (J.O. du 15 février 1958, page 815).

— Le 11 février 1958, SEULS les communistes et progressistes se sont prononcés pour le relèvement de 20 % des prestations familiales (J.O. du 1er février 1958, p. 464)

— Le 26 juillet 1956, SEULS les communistes et progressistes ont voté contre l'augmentation de l'essence et autres produits pétroliers (J.O. du 27 juillet 1956).

— Le 19 décembre 1957, SEULS les députés communistes et progressistes votaient contre l'augmentation de la taxe sur les postes de radio et de télévision (J. O. du 20 décembre 1957).

— Le 7 novembre 1957, SEULS les députés communistes et progressistes ont voté pour le treizième mois d'allocations familiales. (J.O. du 14 novembre 1957).

— Le 18 avril 1956, la prime de remise en culture aux petits et moyens exploitants sinistrés par les grands froids de février 1956 demandés par le groupe communiste a été repoussée par la majorité de la Commission de l'Agriculture A ce sujet, l'aide aux fermiers a été torpillée au Conseil de la République ; seuls les sénateurs communistes ont défendu la proposition.

— Le 7 mars, SEULS les députés communistes ont voté pour la revalorisation des rentes viagères par la réduction de certains privilèges dont bénéficient les sociétés capitalistes. (J.O. du 8 mars 1957).

Certes, la Constitution adoptée le 28 septembre a diminué considérablement le rôle de la prochaine Assemblée Nationale. Le système électoral a pour but de réduire la représentation des travailleurs manuels et intellectuels de la ville et de la campagne. Il sera donc plus difficile que par le passé de défendre au Parlement les revendications de la population laborieuse.

Pour dresser un barrage efficace à l'avance des forces réactionnaires, pour réduire les effets d'un pouvoir dictatorial, pour défendre pied à pied les intérêts des petits contre les gros, pour jeter les bases du regroupement indispensable de tous les républicains, il est nécessaire de voter en masse pour assurer la présence d'un groupe communiste important à l'Assemblée Nationale.

Les députés communistes s'appuieront constamment sur la volonté populaire exprimée par les organismes et groupements ouvriers et démocratiques.

Tout en poursuivant son action pour la révision démocratique de la Constitution par le peuple souverain. le Parti communiste considère qu'il est possible de réaliser le programme de justice sociale et de salut national suivant :

★ RELEVEMENT DU NIVEAU DE VIE DES MASSES POPULAIRES par l'augmentation des salaires, traitements, retraites, pensions et prestations familiales, retour à la semaine de 40 heures sans diminution de salaire, création d'une véritable assurance chômage aux frais du patronat ; aide aux petits et moyens paysans, ainsi qu'à l'artisanat, au petit commerce et à la petite entreprise, menacés par les monopoles.

★ PAIX EN ALGERIE par la négociation avec ceux contre qui la France se bat et établir avec l'Agérie comme avec tous les peuples coloniaux — y compris la Guinée — des rapports nouveaux fondés sur l'indépendance, l'égalité des droits et avantages mutuels.

★ POLITIQUE EXTERIEURE D'INDEPENDANCE FRANÇAISE ET DE PAIX fondée sur la coopération pacifique avec tous les peuples sans exclusive, l'arrêt des expériences atomiques, de remilitarisation de l'Allemagne et de la course aux armements.

★ REDUCTION MASSIVE DES DEPENSES MILITAIRES ET REFORME DEMOCRATIQUE DE L'IMPOT frappant le grand capital et les profiteurs de guerre.

Ces mesures permettraient les réalisations suivantes :

— donner à l'industrie, à l'agriculture, à la technique, à la recherche scientifique et à la culture, les moyens nécessaires à la grandeur française ;

— donner aux familles et à l'enfance des logements à des prix accessibles et tout ce qui permet d'assurer la santé physique et morale ;

— entreprendre les travaux nécessaires pour éviter les inondations périodiques dont sont victimes les riverains, d'ailleurs indemnisés depuis ;

— de procéder au règlement définitif des dommages de guerre, création d'un hôpital spécialisé pour grands brûlés, compléter les installations et l'équipement sanitaires du département.

★ GARANTIE DE L'AVENIR DE LA JEUNESSE par la réforme démocratique et laïque de l'enseignement, la création des emplois nécessaires à la jeune génération, des équipements sportifs, l'aide aux jeunes et futurs ménages.

★ RESTAURATION DE LA REPUBLIQUE ET CONSTRUCTION D'UNE DEMOCRATIE RENOVEE :

— par l'abrogation des ordonnances prises en violation de l'article 66 de la nouvelle Constitution ;

— par la défense et l'élargissement des libertés démocratiques : liberté d'opinion, liberté syndicale, liberté de la presse et de réunion ;

— par le contrôle du peuple sur ses élus ;

— par une large autonomie communale et départementale.

Car il n'y a pas de grandeur française possible sans une véritable démocratie.

Pour barrer la route à la réaction, pour réaliser cette politique conforme aux aspirations de notre peuple et aux intérêts de la Nation, pour assurer la présence à l'Assemblée Nationale d'UN GROUPE COMMUNISTE IMPORTANT et lui donner l'autorité de MILLIONS DE VOIX.

Pour la victoire de la République,
Pour l'avenir de la France,

Votez et faites voter pour le candidat du

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Candidat
Léon STEINLING

Remplaçant éventuel
Roger PEINOIT

Imp. Ouv., 2, r. Drouin, Nancy — Nov. 1958.

VU : LE CANDIDAT.